

RÉSUMÉ DE SESSION

■ NOUVELLES SOURCES DE CROISSANCE : PASSEZ AU VERT !

- ◆ [Allocution principale](#)
- ◆ [Panel 1: Réformes réussies en matière de croissance verte : des leçons à tirer](#)
- ◆ [Panel 2: Encourager le changement de comportement des entreprises et des consommateurs](#)

Mardi 24 Mai 2011

◆ [Allocution principale](#)

Moderateur: **Simon Upton**, Directeur de l'environnement, OCDE
Orateur de marque: **Han Seung-soo**, ancien Premier Ministre de Corée; Président du directoire, Global Green Growth Institute (GGGI)

Han Seung-soo soulève la question : « En quoi consiste une vie meilleure ? » à l'occasion d'une séance dans laquelle les avis sont très partagés sur la possibilité – voire le bien-fondé – de chercher à élever les niveaux de vie dans le monde pour les rapprocher de ceux dont jouissent des pays comme les États-Unis. L'industrialisation a certes permis aux pays de l'OCDE de se développer, mais elle a eu comme toute action ses conséquences, et nous devons aujourd'hui affronter la réalité de la détérioration de l'environnement, du changement climatique, de la croissance démographique et des inégalités de richesse, rappelle-t-il. « Le monde a désespérément besoin d'un nouveau paradigme de croissance qui soit en mesure de favoriser le développement économique pour mieux répondre aux besoins des pauvres tout en tenant compte des questions climatiques et environnementales » – un paradigme que Han Seung-soo appelle, en d'autres termes, la croissance verte.

La croissance verte amène à un changement conceptuel : au lieu de considérer le changement climatique et le questionnement sur l'énergie comme des problèmes, il faudrait y voir plutôt des chances à saisir. Han Seung-soo, présentant l'exemple de la Corée, met en avant la décision de son pays de réorienter sa trajectoire économique en renonçant aux critères quantitatifs qui président à l'économie axée sur les énergies fossiles pour adopter des principes qualitatifs privilégiant les énergies et les technologies propres. Ce qui suppose d'appliquer des mesures concrètes qui internalisent « le changement climatique en tant que variable entrant dans l'équation économique ».

En 2009, la Corée a adopté un plan quinquennal en faveur de la croissance verte qui affectait 2 % du PIB à des projets de croissance verte, pour mettre en place une société sobre en carbone. Originaire d'un pays ayant connu une pauvreté endémique, M. Han affirme que la croissance verte peut rapprocher les pays développés et en développement. Mais il faudrait à cet effet penser la croissance dans l'optique de la qualité et non de la quantité à forte intensité de main-d'œuvre. Les pays de l'OCDE se trouvent peut-être aujourd'hui, souligne-t-il, au cœur d'une nouvelle révolution.

◆ **Panel 1: Réformes réussies en matière de croissance verte : des leçons à tirer**

Intervenants : **Tim Groser**, Ministre du Commerce, Nouvelle-Zélande
James P. Leape, Directeur général, WWF International
Chandran Nair, Fondateur et PDG, Global Institute for Tomorrow (GIFT)

Discutant : **Thomas Koenen**, Directeur général du département climat et développement durable, Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI), Allemagne

Orateur de marque : **Jeremy Rifkin**, Fondateur et président, Fondation pour les tendances économiques, États-Unis

Simon Upton ouvre la séance en panel par une brève présentation du nouveau rapport de l'OCDE intitulé *Vers une croissance verte*, fruit de deux ans de travail en vue de définir les meilleurs moyens de « verdir » l'économie. M. Upton s'empresse de rectifier certaines idées sur la « croissance verte ». En premier lieu, il n'est pas seulement question du climat ou du cycle du carbone. Deuxièmement, les économies doivent tenir compte du rôle des « actifs naturels » sur lesquels toutes les économies reposent, mais que les calculs économiques habituels ignorent. Troisièmement, les prix doivent refléter la valeur et la rareté de ces actifs, et il faut encourager l'innovation ; quatrièmement enfin, il est indispensable d'associer les ministres des Finances et de l'Économie à l'action et de mesurer les progrès vers une croissance verte.

C'est ensuite **Tim Groser**, ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, qui prend la parole pour souligner combien il importe, dans le contexte de la coopération internationale, de ne pas s'enliser dans des approches ascendantes ou descendantes. M. Groser évoque les émissions de carbone liées à la production agricole, question délicate dans son pays. « Si vous pensez aux émissions provenant de chaque voiture, chaque camion, chaque avion, chaque bateau sur la planète...les émissions agricoles sont à peu près équivalentes. » Compte tenu de la flambée démographique en perspective, il nous faudra accroître la production alimentaire sans que les émissions augmentent, déclare-t-il. M. Groser constate que grâce à la *Global Research Alliance on Agricultural Emissions*, dont il qualifie l'évolution de « croissance dopée aux stéroïdes », la coopération internationale « se porte remarquablement bien » et la réforme de l'agriculture recèle « un véritable potentiel de croissance ». Il aborde ensuite la coopération internationale axée sur les réformes des subventions aux combustibles fossiles, dont on peut d'ores et déjà récolter les fruits. En revanche, il est illogique d'attribuer un prix au carbone avant d'éliminer les incitations à en utiliser. Néanmoins, M. Groser estime que les débats vont dans la bonne direction.

Le deuxième membre du panel, **James Leape**, Directeur général de WWF International, signale qu'il est vital de prendre conscience de l'urgence de la situation – « nous exploitons actuellement les ressources de la planète à un rythme dépassant de 50 % celui auquel elles peuvent se reconstituer, nous sommes donc déjà largement au-delà de ce que la Terre peut fournir pour subvenir à nos besoins ». Au cours des 30 à 40 prochaines années, ajoute-t-il, le monde devra passer aux énergies renouvelables. C'est possible, mais seulement à condition que les ministres des Finances et les chefs d'État agissent en ce sens. M. Leape mentionne Lafarge, le plus gros producteur mondial de ciment, comme exemple d'entreprise

qui œuvre activement à réduire ses émissions, et le *Consumer Goods Forum*, groupe de grandes entreprises qui se sont engagées à atteindre un taux de déboisement nul en 2020. Il affirme que ces actions peuvent aider à renforcer la volonté politique des ministres des Finances d'aller dans le sens de politiques plus écologiques.

Chandran Nair, Directeur général du *Global Institute for Tomorrow*, exprime son aversion à l'égard du terme « vert », qui banalise selon lui une situation gravissime. Croire que cinq milliards d'Asiatiques pourraient vivre comme des Américains à l'avenir, c'est faire preuve d'un « déni colossal », allègue-t-il : si le monde se laisse aller à cette illusion et s'engage sur cette voie, il ne fera qu'approfondir les clivages dans les sociétés asiatiques. Il est tout aussi erroné de penser que les entreprises vont œuvrer en faveur du développement durable car, « au cœur de la durabilité, il y a l'idée de 'moins'. Or, les entreprises ne font pas moins, elles font plus ». Il n'y a guère d'autre choix que d'accepter qu'il existe des contraintes et des limites à ce que nous pouvons faire. Dans des pays tels que l'Inde ou la Chine, il faut un gouvernement fort parce qu'ils ont besoin de règles. Imaginer que l'on pourrait parvenir à mener une vie à l'américaine dans tous les pays est une chimère. Une vie meilleure est effectivement possible, mais non telle qu'on la conçoit aujourd'hui. En bref, nous devons changer notre manière de vivre.

Thomas Koenen s'attache également à définir le qualificatif « vert ». Il faut procéder avec circonspection si l'on veut diviser l'industrie en différents secteurs quand il s'agit de déterminer ce qui est vert ou non, précise-t-il, en citant l'exemple des éoliennes offshore : la construction de chacune d'elles nécessite 350 tonnes d'acier, lequel est produit par une industrie traditionnelle.

◆ Panel 2: Encourager le changement de comportement des entreprises et des consommateurs

Panelists: **Simon Brooks**, Vice-président, Banque européenne d'investissement (BEI)
Marie-Louise Knuppert, Secrétaire confédérale, Confédération syndicale danoise (LO-DK)
Björn Stigson, Président, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)

La séance commence par le discours mobilisateur et visionnaire de l'orateur de marque, **Jeremy Rifkin**, fondateur et Président de la *Foundation on Economic trends*. M. Rifkin déclare de prime abord que nous avons atteint le paroxysme de la mondialisation avec le modèle de croissance actuel, et que nous nous trouvons dans un « scénario de fin de partie » qui exige une nouvelle vision de l'économie.

Ensuite, il fait observer que les révolutions dans le domaine énergétique sont toujours allées de pair avec des révolutions dans les communications, en évoquant l'exemple de la vapeur et de son utilisation pour faire tourner les presses d'impression. Le rapprochement de l'énergie et des systèmes d'information engendrera la troisième révolution industrielle, affirme-t-il.

Rappelant le caractère périphérique et distributif de l'Internet, M. Rifkin fait ressortir l'analogie possible avec les énergies renouvelables, par exemple le solaire ou l'éolien. « Nous disposons d'énergies renouvelables décentralisées en quantités suffisantes jusqu'à la fin des temps. Comment en tirons-nous parti ? » demande-t-il. M. Rifkin envisage un nouveau modèle énergétique, mentionnant celui que le Parlement européen a approuvé en 2007, qui repose sur cinq idées maîtresses : premièrement, développer les énergies renouvelables pour atteindre 20 % de l'énergie produite dans l'UE à l'horizon 2020 ; deuxièmement, transformer en minicentrales électriques vertes 191 millions de bâtiments existants en Europe ; troisièmement, stocker l'énergie – l'UE a investi 8 milliards d'euros dans la recherche sur le stockage de l'hydrogène ; quatrièmement, calquer l'utilisation du réseau électrique sur

celle de l'Internet pour partager l'énergie ; et cinquièmement, développer les véhicules électriques. D'après lui, il s'agit là des piliers du « système nerveux central vital d'un paradigme économique totalement nouveau ».

Simon Brooks, Vice-président de la BEI (le plus important bailleur de fonds du monde dans le domaine des énergies renouvelables), attire l'attention sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes et de longue haleine pour que ces objectifs deviennent réalité. Il ne suffit pas de s'en remettre aux signaux des prix. M. Brooks souligne qu'il importe de se concentrer sur ce qui donne de bons résultats, et c'est le cas, dit-il, d'un régime de réglementation assorti d'incitations par les prix permettant que les projets soient rentables. Il recommande de ne pas se laisser séduire par l'idée que les gens adopteront de nouvelles sources et de nouveaux modèles de croissance simplement parce qu'ils pensent que c'est la bonne conduite à tenir ; il faut qu'ils soient convaincus des bienfaits à en tirer. « L'essentiel, si vous voulez des résultats rapides, c'est de faire en sorte qu'il vaille la peine de les obtenir pour ceux dont vous attendez qu'ils s'y emploient. »

Björn Stigson, Président du *World Business Council for Sustainable Development*, estime comme M. Brooks que les politiques des prix sont insuffisantes pour nous faire avancer vers une croissance durable. Les consommateurs se montrent certes désireux de « bien faire », mais la surabondance d'informations les déroutent souvent. Les entreprises pourraient aider les consommateurs à faire de meilleurs choix en clarifiant ces informations. « Nous ne pouvons pas créer seuls un monde durable... Nous avons besoin de nouvelles formules de partenariat entre la société civile et le monde des entreprises », affirme-t-il.

Il avance un chiffre frappant : la durée moyenne de détention d'actions d'une entreprise n'est que de quatre mois. A juste titre, les sociétés se demandent : « Pour qui suis-je vraiment en train de travailler ?... A qui dois-je rendre des comptes en réalité ? » Il y aurait plus de chances de voir s'instaurer un développement durable s'il était possible de remédier à cette situation car les entreprises accorderaient alors plus d'importance aux investissements à long terme. Certaines sociétés, comme Unilever, ajoute-t-il, ont d'ores et déjà cessé de publier des rapports trimestriels.

Marie-Louise Knuppert, Secrétaire confédérale de la Confédération danoise des syndicats, est d'avis que le moyen le plus efficace d'amener les entreprises à adopter des pratiques plus vertes consiste à faire participer directement les salariés à cette démarche. Elle donne comme exemple celui du salarié d'une entreprise danoise qui s'est demandé pourquoi il fallait allumer le four à pizzas à sept heures du matin alors que les pizzas n'étaient pas servies avant midi, remarque faite en passant qui a permis à la société d'économiser quatre heures par jour de la consommation d'énergie du four.

Avant de clore la séance, M. Upton demande aux membres du panel quel est, à leurs yeux, le plus grand obstacle à cette révolution des communications et de l'énergie. M. Rifkin, pour qui ce parallèle préfigure le modèle de la consommation énergétique de demain, est loin d'avoir, malgré son enthousiasme, la certitude que l'on y parviendra. Faire une place exagérée à la politique conduit, dit-il, à une liste interminable de projets qui pêche par manque de précisions sur la manière de procéder. M. Rifkin ajoute qu'il faut s'adresser directement aux jeunes, avec l'assentiment de Mme Knuppert. Les bouleversements politiques intervenus en Égypte et en Tunisie montrent bien ce qui peut arriver quand des idées sont reprises et approfondies.

Pour finir, M. Rifkin affirme : « Nous devons faire savoir que c'est la voie à suivre, une croissance plus responsable et durable est indispensable si l'on veut guérir la planète pour les générations futures. » Et il est impératif de le faire parce que, précise-t-il, « nous n'avons pas de plan B. »

